

février 2011

# lettra doberta

Journal à parution aléatoire de la Cgt Finances Publiques de l'Ardeche....

## EDITO

Tout d'abord, ne boudons pas notre joie et saluons la jeunesse et les salariés tunisiens et égyptiens qui par leur mobilisation déterminée ont permis l'éviction des dictateurs Ben Ali et Moubarak.

Maintenant ils ont besoin de notre solidarité pour que cette « révolution » ne soit pas confisquée et que les peuples puissent réellement prendre leurs affaires en main.

Tous les peuples dont les dirigeants ne font même plus semblant comme les nôtres d'être des démocrates ont aussi besoin de toute notre solidarité.

Revenons donc au chevet de ce qui reste de notre France aux mains de fossoyeurs sans grandeur d'âme. Le dossier des retraites est à peine refermé que les attaques contre les salariés continuent. Que ce soit dans le privé avec les négociations sur les régimes complémentaires ou l'UNEDIC, que ce soit dans le public avec la volonté de vouloir continuer les suppressions d'emplois ou remettre en cause notre statut, que ce soit la volonté de remettre en cause les 35 heures ou la branche maladie de la sécu, nos gouvernants ne manquent pas d'idées pour se servir de la « crise » et faire cracher les dernières dents en or qui restent aux salariés. Alors que se profile pour 2011, une flambée des prix et peut être au bout une énième crise financière.

Toujours plus près de nous à la DGFIP, les attaques continuent. Le CTPC emploi a réparti les suppressions d'emplois entre les différentes directions et maintenant les directions locales répartissent ces suppressions entre les services alors que tout le monde s'accorde à dire que ce n'est plus possible et que cela aggrave encore les conditions d'exercice de nos missions. Elles mettent également en péril le maintien du réseau sur l'ensemble du territoire.

Et les conditions de travail sont de plus en plus insupportables pour les personnels. Dans le même temps, il n'est pas besoin de creuser pour se rendre compte que notre organisation en « DDFiP » perd la tête. En effet, l'édifice pyramidal se fissure, se creuse de jour en jour ; les liens dis-

paraissent entre les strates. Il y a bien les premiers, les seconds, mais de quoi ? Se réveilleront ils lorsqu'il y aura du vide sous leurs pieds ?

Les « DDFiP » se perdent ainsi dans les bras des préfets oubliant par là le lien qui les unis à ceux qui font tourner la boutique. Le risque est grand car les préfets « vautour » lorgnent sur un repas gigantesque qui se nomme la RGPP. Un repas au cours duquel nous pourrions être le dessert.

**La gestion des cadres C pourrait bientôt ne dépendre que du seul préfet** avec toutes les conséquences prévisibles en termes de mise en cause des statuts, de polyvalence et de transferts forcés entre différentes administrations, sans compter le caporalisme. C'est en restant au coeur des missions, du métier que nos directeurs gagneront la bataille du pouvoir régalien. L'emploi fait partie de cette bataille, la gestion du personnel et le maintien d'un grand service public aussi. A l'heure de faire des choix, de se déterminer, nous sommes tous concernés.

Dans de nombreux secteurs, pour contrer la casse des services publics, les initiatives avec les usagers se multiplient également. On l'a vu avec la période neigeuse où, après que les ministres aient accusé la météo et les routes en pente, le constat est terrible sur le recul de la présence des services sur le territoire. Maintenant ce sont les usagers de certaines lignes de trains qui se mobilisent contre les

retards quotidiens. Ailleurs par exemple, c'est contre la fermeture d'un hôpital ou contre la fermeture d'un bureau de poste. C'est bien en mettant toutes ces énergies en commun que l'on s'en sortira par le haut. Que l'on pourra construire la mobilisation nécessaire pour faire reculer le gouvernement. Sur la question salariale une pétition nationale quasi-unitaire des syndicats de la fonction publique circule. Elle est accessible sur le site <http://salairesfonctionpublique.fr>.

Nous n'avons pas renoncé à gagner sur nos revendications. La pire des conseillères serait **la résignation ou la fatalité**.

Et pour bien commencer cette année 2011 **rejoignez la CGT finances publiques en y prenant toute votre place. o**

Tunisie, Algérie, Égypte, Yémen...  
Le monde Arabe commence à bouger !



## LA FUSION.... DES AGENTS

Le démantèlement de nos services se poursuit avec la même régularité et la même logique implacable .La programmation annuelle des suppressions d'emplois est édictée en dogme avec l'obsession comptable d'atteindre l'objectif fixé par le gouvernement .

Chaque Directeur Départemental est chargé de remplir son quota sans aucune considération pour la spécificité locale .

C'est ainsi 12 emplois qui sont supprimés à la DDFIP de l'Ardeche en 2011 .

Nos représentants l'ont une nouvelle fois constaté lors du dernier CTPD, sous couvert de l'ORE qui n'est là que pour justifier l'injustifiable, les effectifs du réseau sont soumis à des coupes sombres sans explications rationnelles .

En effet ce n'est pas le rendement qui est recherché mais bien seulement la volonté obsessionnelle de réduire la dépense publique sans se soucier du service public et des attentes des particuliers ou des collectivités locales .

Nos services sont au bord de l'implosion mais, si notre Direction locale reconnaît en privé les difficultés croissantes de fonctionnement dans tous nos sites, elle continue d'appliquer sans faiblir cette politique de la terre brûlée .

La fusion de nos services se traduit en fait par la fusion des agents qui voient leurs conditions de travail se détériorer tous les jours davantage.

Le stress et le mal travailler s'étendent dans tous les services et entraînent avec eux leur lot d'arrêts maladie , phénomène déjà bien connu dans d'autres services de l'Etat ( Pôle emploi, CAF etc...)

Alors qu'il y a tant à faire en matière de fiscalité, de soutien aux collectivités et j'en passe, ce gouvernement planifie l'abandon de nombreuses missions qui à terme menace notre modèle social .

Il ne faut pas s'y méprendre le niveau des effectifs, dans ce Département comme partout en France est proche de son point de rupture .

Chaque Direction locale s'attaquera alors, avec pourquoi pas une prime à la casse pour nos Directeurs comme dans l'Education nationale, à la restructuration du réseau et la réduction drastique des sites sans même attendre la fin

du processus de fusion comme cela avait été annoncé.

Tous les agents doivent se préparer à ces grandes manoeuvres car contrairement à ce qui avait été claironné au début de la fusion les mutations d'office seront inévitables et douloureuses .

Il faut donc dès maintenant anticiper et résister partout où cela sera possible avec l'aide des élus qui le voudront bien , dans l'unité syndicale, pour s'opposer résolument aux desseins néfastes de tous ces fossoyeurs .

MESURONS LE BIEN-ÊTRE DES FRANÇAIS



RISQUE D'ATTENTAT ÉLEVÉ EN FRANCE



**Parmi les 500 plus grandes fortunes de France,  
on relève à la lecture de l'hebdomadaire Challenges  
du 24 décembre 2010,**

**les dix premières fortunes de l'année 2010 :**

- 1- Arnault Bernard 22,760 Mds€ (groupe LVMH)
- 2- Mulliez Gérard 19 Mds€ (groupe Auchan)
- 3- Bettencourt Liliane 14,449 Mds€ (L'Oréal)
- 4- Puech Bertrand 8,585 Mds€ (Hermès)
- 5- Louis-Dreyfus 8,500 Mds€ (Négoce. Télécommunications)
- 6- Dassault Serge 6,800 Mds€ (Groupe industriel. Aéronautique. Presse)
- 7- Pinault François 6,216 Mds€ (PPR Distribution, Luxe)
- 8- Wertheimer Alain 4,500 Mds€ (Channel Luxe)
- 9- Servier Jacques 3,800 Mds€ (Laboratoire Pharmaceutique)
- 10- Decaux Jean-Claude 3,256 Mds€ (Communication. Mobilier urbain).



Ca roule pour eux, mais il ne faut surtout pas toucher à leur fortune.

Devant les critiques de plus en plus nombreuses, Sarkozy envisage la suppression du bouclier fiscal et de l'ISF (Impôt de Solidarité sur la Fortune). **Regardons-y d'un peu plus près :**

**Suppression du bouclier fiscal. Coût : 679 millions d'euros.**

**Suppression de l'ISF. Coût : 4,1 milliards d'euros.**

**Soit un cadeau de 3,4 milliards d'euros aux plus riches.**

**Est il utopique de demander le doublement de l'ISF pour les tranches situées entre 750 000 et 1 200 000 €, et le triplement au-delà. Il est temps que la fiscalité joue son rôle de redistribution des richesses.**

Le produit de l'ISF, cet impôt des riches, devrait atteindre 4,46 milliards d'euros en 2010.

**360 millions de plus qu'en 2009 !!** Une recette supplémentaire que le ministère tente de minimiser. **Cela tombe mal et complique la tâche du gouvernement, à l'heure où il veut supprimer ou amoindrir cet impôt**

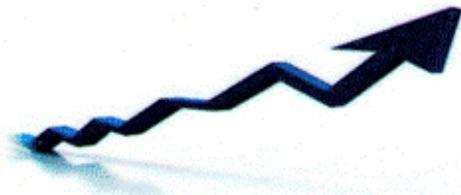


# CE QUI CHANGE POUR NOUS EN 2011

## SANTÉ :

- Les médicaments à vignette bleue seront remboursés à 30% au lieu de 35%
- Le forfait de 18 euros s'appliquera désormais aux actes médicaux supérieurs à 120 euros au lieu de 91. En dessous il faut payer le ticket modérateur.
- La consultation chez le généraliste augmente de 1 euro, à 23 euros.
- Le budget durcit également les conditions de prise en charge des patients en affection de longue durée (dont les soins sont remboursés à 100%)
- 10 laboratoires public d'analyse des dons du sang sur 14 pourraient être fermés. Une décision qui pourrait impacter la disponibilité de sang pour les malades.

En 2011, se soigner devient un luxe.



## ASSURANCE – TVA :

- La police d'assurance habitation augmente entre 3,5 et 8%.
- L'assurance complémentaire santé : +5,3% à +8,5%.
- Augmentation de la TVA sur les « triple play » (internet, télévision, téléphone fixe) Cela fera 3 euros de plus par mois

## ENERGIE :

- Les prix à la pompe ne cessent de grimper. Avec un baril à 100 dollars, le prix au litre risque de s'envoler de plusieurs dizaine de centimes.
- La facture EDF augmente de 3%.

## IMPOTS :

- 2011 signe la fin du « cadeau » mariage ou pacs : dépôt de 3 déclarations.

- Mauvaise nouvelle également pour les particuliers employeurs, c'est la suppression de l'abattement de 15 points sur les cotisations sociales pour les particuliers employeurs qui déclarent leur salarié au salaire réel.
- Quand à ceux qui, faute de place en crèche, emploient une nounou, la note devrait augmenter de 73 euros pour un mi-temps.
- Seuls les riches peuvent se réjouir. Dans les cartons du gouvernement, on trouve le projet de suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune.

## RETRAITE

- Au 1er juillet, l'âge de départ passe à 60 ans et 4 mois pour les salariés nés entre le 1er juillet et le 31 décembre 1951.
- Ils devront également justifier de 163 trimestres de cotisations.



## FONCTION PUBLIQUE – SERVICE PUBLIC

- La saignée se poursuit avec 34000 postes supprimés. Dont 16000 à l'éducation nationale et 4563 à la DGFIP.
- Les salaires de la fonction publique vont baisser : gel des salaires et augmentation du taux de cotisations sociales (cf réforme des retraites).
- 23 tribunaux de grande instance sont supprimés.
- La distribution du courrier est ouverte à la concurrence.
- Avec le gel des dotations aux collectivités locales, qui ont déjà perdu les ressources de la TP, les budgets locaux vont devenir de véritables casse-têtes. Le risque est de voir rogner les budgets sociaux, culturels et sportifs.

**LA SEULE BONNE NOUVELLE POUR 2011 ....**

**LE MONTANT DE LA COTISATION A LA CGT N'AUGMENTE PAS !**

## A l'attaque.....!!!

Denis Kessler, ancienne éminence grise du baron Seillière lorsque celui-ci pilotait le Medef, lâchait cette mâle déclaration de guerre : « *Il faut défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance.* » Qu'est-ce qu'elle venait faire là, la Résistance ?

Et puis Charles Beigbeder a remis ça. , le pédégé de Poweo a affirmé, l'air de rien, que selon lui le rapport Attali permettrait enfin d'en finir avec cette France « *qui continue à vivre sur un modèle fondé en 1946, à partir du programme du Conseil national de la Résistance* ».

Ce Programme de la Résistance, rédigé en 1944 par le CNR et repris dans le préambule de la Constitution de 1946, a établi les fondements du modèle économique et social français de l'après guerre, celui des « trente glorieuses. »

Il avait un beau titre, le programme des résistants : « Les jours heureux ». On comprend qu'il faille en finir d'urgence. Il était le résultat d'un compromis né entre tous les mouvements de résistance luttant contre l'occupant, les principaux partis politiques et les syndicats ( CGT et CFTC). On comprend que cela paraisse aujourd'hui insupportable. Il affichait de hautes ambitions. Entre autres, « *la garantie d'un niveau de salaire et de traitement qui assure à chaque travailleur et à sa famille la sécurité, la dignité et la possibilité d'une vie pleinement humaine ; un plan complet de sécurité sociale, visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence, dans tous les cas où ils sont incapables de se le procurer par le travail, avec gestion appartenant aux représentants des intéressés et de l'Etat ; une retraite permettant aux vieux travailleurs de finir dignement leurs jours* ».

Insupportable, non ? On y trouvait d'autres projets complètement fous. Les résistants rêvaient que les enfants français puissent « *bénéficier de l'instruction et accéder à la culture la plus développée, quelle que soit la situation de fortune de leurs parents* ». Affreusement égalitariste !

Ils voulaient aussi que soit assurée « *la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent* ». On

comprend que ça énerve. Et aussi « *l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie* ». Complètement ringard, non ?

Ce modèle social français subit des attaques de tous côtés: politiciens, financiers, assureurs, banquiers, grands patrons, tous soucieux de prendre leur revanche. De ravager, « *avec une furie qui n'exclue pas une certaine méthode* » pour reprendre les mots d'Alexandre Dumas, le système de Sécurité sociale et celui des retraites, de rogner les services publics, de mettre à bas toute idée de secteur bancaire public, de multiplier les privatisations, d'œuvrer à la déréglementation financière, d'asservir le presse au capital, etc..Bref, de laminer tout ce qui, de près ou de loin, représente une quelconque entrave à ces marchés qui se piquent de gouverner nos vies.

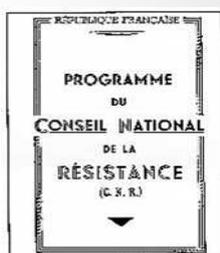
Le CNR n'a pu mettre son programme en place que parce que, en 1945, le fonctionnement de la démocratie était mis entre parenthèses. La droite dure, le patronat, les banques ...totalement délégitimées pour cause de collaboration, n'ont pas eu droit de participer aux négociations. Certains ont abandonné la notion de lutte des classes. Pas nos oligarchies. Faut juste trouver le moyen de nous faire fermer nos gueules le temps que les réformes économiques et sociales se fassent, ce qui revient bien à mettre la démocratie entre parenthèses quelque temps. Comme en 1945. mais sous quel prétexte ...et par qui..?

«*Le modèle républicain reste notre référence commune. Et nous rêvons tous de faire coïncider la logique économique avec cette exigence républicaine.*

« *Ce rêve nous vient, pourquoi ne pas le dire, du Conseil National de la Résistance qui, dans les heures les plus sombres de notre histoire, a su rassembler toutes les forces politiques pour forger le pacte social qui allait permettre la renaissance française.*

*Cet héritage est notre héritage commun.* » ( Nicolas Sarkozy devant le Congrès le 22 juin 2009)

Si c'est lui qui le dit...alors..,





# Bulletin d'adhésion

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

Pour un syndicalisme de conquêtes sociales

<b>SECTION :</b>  <input type="checkbox"/> Actif <input type="checkbox"/> Stagiaire <input type="checkbox"/> Retraité <b>Je souhaite m'abonner à :</b> <input type="checkbox"/> <i>la Nouvelle Vie Ouvrière</i> <b>Facultatif &gt; Pour les agents A et A+</b> Adhésion à l'UGICT (secteur Cadres & Techniciens) <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON L'adhésion à l'Ugict n'entraîne pas de cotisation supplémentaire. La revue « Option » est adressée à chaque adhérent à l'UGICT.	<b>NOM :</b> ..... <b>Prénom :</b> ..... <b>Date de naissance :</b> .. / .. / .. <b>Catégorie :</b> ..... <b>Grade :</b> ..... <b>Echelon :</b> ..... <b>Filière fiscale</b> <input type="checkbox"/> <b>Filière publique</b> <input type="checkbox"/> <b>Adresse administrative :</b> ..... <b>Adresse pour l'envoi de la presse :</b> <input type="checkbox"/> Adresse administrative <input type="checkbox"/> Adresse personnelle (préciser) : ..... ..... <b>Tél. :</b> ..... <b>Mel :</b> ..... <b>Date :</b> .. / .. / .. <b>Signature :</b> .....
<b>RESERVÉ À LA SECTION</b> Saisie CoGITiel par la section le : .. / .. / .. Date de réception au bureau national, le : .. / .. / ..	

Syndicat national CGT Finances Publiques - Case 450 ou 451 - 263 RUE DE PARIS 93514 MONTREUIL CEDEX - www.financespubliques.cgt.fr

A remettre à un militant de la CGT ou envoyer à: CGT Finances Publiques- Centre des Finances Publiques- 1 route des Mines- 07006 PRIVAS CEDEX

## JEU CONCOURS

Étudiez bien le tableau ci-dessous et répondez aux questions.

### EVOLUTION DES ETP PAR CATEGORIE DEPUIS 2006

Catégorie D'emplois	2006	2007	2008	2009	2010	2011
A+	1921	2512	2619	2702	2740	2822
A	28311	27772	27677	27716	27845	28363
B	48494	42488	42524	42864	41346	41793
C	57759	55202	52772	50021	49225	45806
Total	130505	127974	125270	123303	121156	118784

On remarque qu'en 6 ans, la catégorie A+ a gonflé de 47% et la C a fondu de 20%

- 1° Dans combien d'années les suppressions de C conduiront elles à une réduction des dépenses de personnels, actuellement mise à mal par les créations de A+ ?
- 2° Dans combien d'années les A+ seront-ils plus nombreux que les C ?
- 3° Dans cette armée mexicaine, qui jouera le rôle de l'agent d'exécution ?
- 4° Pourquoi est ce que dans le rapport de l'Assemblée Nationale sur la DGFIP figure cette phrase: «..la DGFIP doit se préoccuper des conditions de travail et du climat interne pour éviter de créer un syndrome France Télécom. » ?